

Les promesses électorales

indigents. A notre avis, cette mesure favoriserait l'expansion et serait plus équitable dans ses effets que la formule d'indexation proposée par les libéraux et les conservateurs, formule qui serait abolie. La formule actuelle d'indexation coûte au Trésor 1.4 milliard de dollars. La réforme fiscale et les réductions d'impôts que nous proposons coûteraient quelque 2 milliards de dollars, ce qui représente une hausse nette du coût au Trésor de quelque 600 millions de dollars.

Songez aux conséquences, monsieur l'Orateur. Je voudrais d'abord comparer notre formule d'indexation à celle que les libéraux et les conservateurs ont mise en place et que nous appliquons à l'heure actuelle, c'est-à-dire celle que nous abrogerions. En vertu de cette formule, un contribuable gagnant moins de \$5,000 par année ne bénéficie d'aucun dégrèvement. Un travailleur gagnant \$7,000 par année recevrait \$63 en déductions fiscales. Par contre, celui qui gagne \$50,000 par année reçoit \$763 grâce à l'indexation. Ceux qui sont vraiment pauvres et qui gagnent \$75,000 par année recevraient, grâce à la mesure fiscale des conservateurs et des libéraux, \$948 pour la présente année fiscale.

Comme le critique financier de notre parti l'a souligné à de nombreuses reprises au cours des dernières semaines, le principe est très simple. Cette formule d'indexation accorde les plus grands avantages à ceux qui possèdent le plus alors que ceux qui n'ont rien ne reçoivent rien. Cela résume la politique économique que les conservateurs et les libéraux appliquent dans le domaine fiscal.

Je voudrais exposer, par opposition, ce que nous ferions et ce, dès demain, si nous avions le pouvoir. Voici les avantages que procureraient à nos concitoyens l'indexation sous forme de crédit d'impôt que nous proposons. Un contribuable marié, homme ou femme, ayant deux personnes à charge, qui gagne \$5,000 par an ou moins toucherait \$358 alors que l'indexation ne lui rapporte pas un sou. Un contribuable gagnant \$7,000 toucherait \$357. Ceux qui gagnent \$50,000 ou \$75,000 par an ne toucheraient pas un sou au titre des abattements fiscaux contrairement à ce que leur accordent les formules d'indexation des libéraux et des conservateurs, car ils n'en n'ont pas besoin. Dans notre programme, la charnière se situerait à \$35,000 par an. Ceux qui gagnent \$35,000 par an ou moins auraient droit à un crédit d'impôt. Plus le revenu des intéressés serait faible et plus le crédit serait élevé. Par contre, ceux qui gagnent plus de \$35,000 n'auraient droit à aucun avantage fiscal.

En vertu de notre proposition, une famille moyenne qui a deux personnes à charge et un revenu de \$18,000 par an—soit le revenu familial moyen dans notre pays—recevrait environ \$258 sous forme d'abattements fiscaux. Voici quelles sont exactement les conséquences d'une telle proposition. Tout d'abord, cette proposition serait plus juste, et la justice est certainement un élément important dans un régime fiscal. Au cours des dix dernières années, les riches se sont proportionnellement enrichis et les pauvres se sont proportionnellement appauvris. Du jour au lendemain, si nous adoptions ce genre de mesure fiscale cette tendance serait renversée et c'est donc ce que préconise notre parti.

Deuxièmement, puisque nous parlons de ses répercussions d'ensemble sur l'économie, notre proposition aurait en fait des effets encore plus stimulants dans la mesure où ce dégrèvement fiscal profiterait aux personnes à faibles et moyens

revenus. Grâce à cette mesure les gens achèteraient davantage car à la différence des personnes à revenus élevés, les personnes à faibles et moyens revenus dépensent la majeure partie de leur argent. C'est ainsi que les répercussions d'une telle mesure sur l'économie, sans même considérer sa valeur sur le plan de la justice sociale, seraient bien plus positives que le régime fiscal actuel.

M. Paproski: Faire payer les riches?

M. Broadbent: Cette remarque ne vaut même pas la peine qu'on y réponde.

La deuxième partie de notre proposition consisterait à instituer un programme de développement par voie d'investissements en capitaux étalé sur deux ans et axé sur les régions. Au titre de ce programme le gouvernement dépenserait 400 millions de dollars pour doter un certain nombre de villes au Canada d'installations dont elles ont besoin. D'après nos estimations cela créerait 60 000 emplois. La proposition fiscale à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure permettait de créer quelque 100 000 emplois supplémentaires d'après nos estimations. Nous préconisons également de consacrer quelque 500 millions de dollars à l'amélioration des voies de chemins de fer ainsi que l'a recommandé la Commission royale présidée par le juge Hall. Cela non seulement profiterait aux agriculteurs de l'Ouest mais donnerait aussi de l'emploi à quelque 70 000 Canadiens.

Troisièmement, nous estimons que l'on devrait également consacrer 300 millions de dollars au transport urbain. Là encore cette mesure aurait des répercussions positives pour toute une série de raisons. Cela stimulerait l'économie mais ce serait aussi un excellent moyen d'économiser de l'énergie. Comme tout le monde le sait, les transports en commun sont le moyen de transport urbain le plus économique d'énergie. Ce programme créerait 40 000 emplois environ.

● (1530)

Enfin, 500 millions de dollars iraient dans un programme de logement spécial, afin de renverser la tendance récente de la SCHL à ne pas dépenser tout son capital d'investissements. Nous concentrerions notre action sur les habitations à but non lucratif et les coopératives de logement, pour ceux qui en ont le plus besoin. Cette mesure répondrait elle aussi à deux besoins. Les Canadiens qui ont besoins de logements en obtiendraient et 70 000 nouveaux emplois seraient créés. Le nombre total d'emplois serait de 240 000.

J'insiste sur le fait que ce programme d'immobilisations en quatre parties serait mis en œuvre de concert avec les provinces et les premières régions visées seraient celles où il y a le plus de chômage.

Ensemble, le programme d'immobilisations et la réduction des impôts fourniraient en deux ans au secteur public et au secteur privé un total de 400 000 nouveaux emplois. Je suis certain que le ministre des Finances dira que mes propositions ne sont pas nouvelles. Je lui dis en passant que les bonnes idées n'ont pas besoin d'être nouvelles. Si les libéraux pouvaient nous emprunter quelques-uns de nos vieilles idées et les appliquer, le pays s'en porterait beaucoup mieux.

Je voudrais traiter de deux points importants qui ont été soulevés par le ministre des Finances, qui vient de se transformer subitement en un conservateur bon teint. Ces points ont également été abordés par l'opposition officielle et dans un